

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

DÉCLARATION DE PATRIMOINE DES AGENTS PUBLICS

Processus législatif et réglementaire
en panne chronique

Le contenu de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption traduit l'absence de volonté politique à lutter réellement contre la corruption. Elle contient de nombreuses insuffisances et des «omissions» par rapport à la Convention des Nations unies. Prenons un exemple en liaison avec l'actualité où des ministres sont cités dans des affaires de corruption ou dans des activités en «offshore» (à l'étranger, possession de biens immobiliers non déclarés ou de comptes bancaires dans des paradis fiscaux).

Au sujet de la notion de déclaration de patrimoine — il faut rappeler la décision des députés en janvier 2006 de supprimer l'ex-article 7 qui prévoyait la déchéance du mandat ou la fin de fonction pour les agents publics qui ne déclarent pas leur patrimoine dans les délais.

Les textes relatifs à la déclaration de patrimoine sont au nombre de 2 : le modèle de formulaire et les modalités de déclaration pour les agents publics non prévus par l'article 6 de la loi du 20 février 2006.

A noter que le processus de déclaration de patrimoine est complexe, insuffisamment détaillé, les catégories de déclarants sont multiples, et la multiplicité des niveaux de gestion des déclarations va encore davantage compliquer la situation.

Il faut aussi relever que là aussi les auteurs du décret présidentiel ont rédigé des dispositions surprenantes, notamment en matière de dépôt des déclarations (article 2

du décret du 22 novembre 2006) : ils ont inventé la notion de «délais raisonnables». Extrait de l'article en question : «La déclaration est déposée par l'autorité de tutelle ou hiérarchique, contre récépissé, auprès de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, dans des délais raisonnables.» (*Journal officiel* n° 74 du 22 novembre 2006). Comment peut-on inscrire cette notion d'absence de délai dans un dispositif réglementaire ?

Pourquoi un dispositif à part
pour les magistrats ?

En matière de déclaration de patrimoine, un dispositif complémentaire et à part est prévu pour les magistrats, selon la loi du 20 février 2006. La loi portant statut de la magistrature du 6 septembre 2004 a prévu un dispositif particulier pour les magistrats.

Pourquoi les magistrats sont-ils traités à part et en «interne» ? Le magistrat est tenu

**INELIGIBILITE A VIE ET
PRIVATION DE RETRAITE
POUR LES ELUS CONDAMNES
DE FRAUDE FISCALE OU DE
CORRUPTION**

**TU ES D'ACCORD C'EST
1 J'AIME ET 1 PARTAGE**

de souscrire une déclaration de patrimoine dans le mois qui suit son entrée en fonction conformément aux modalités fixées par la législation et la réglementation en vigueur (article 24) et sa déclaration de patrimoine est obligatoirement renouvelée tous les 5 ans ainsi qu'à l'occasion de toute nomination à une fonction spécifique (article 25).

La non-déclaration de patrimoine après mise en demeure ou la fausse déclaration de patrimoine, constituent des fautes disciplinaires graves (article 62).

La déclaration de patrimoine est un aspect essentiel de la prévention et de la

lutte contre la corruption. En 10 d'existence, soit depuis la promulgation de la loi du 20 février 2006, le dispositif de déclaration de patrimoine n'a jamais été réellement appliqué, et les «agents publics» concernés ont perdu en crédibilité.

Les changements positifs à espérer seront très difficiles à obtenir. Il s'agira de mener un important travail de lobbying et de pression pour qu'un dispositif réglementaire plus complet soit élaboré et mis en application afin de rendre plus effective sur le terrain cette obligation de déclaration de patrimoine.

Djilali Hadjadj

Une loi algérienne anti-corruption
très insuffisante et non... appliquée !De la notion
d'effectivité des lois

Face à la multiplication des affaires de corruption, de nombreux pays ont adopté des lois spécifiques destinées à la lutte contre le phénomène. L'élaboration et l'application de ces lois posent des problèmes. La question de l'effectivité des lois se pose avec acuité. Il ne suffit pas en effet d'élaborer une loi et de la faire voter, encore faut-il en assurer une application équitable et effective, conformément à la philosophie qui sous-tend la notion d'Etat de droit. Le dispositif légal contre la corruption doit être compris comme l'ensemble des textes ayant pour vocation spécifique de prévenir et de réprimer la corruption, mais aussi la réglementation destinée à assurer la transparence, voire les textes qui consacrent la démocratie et garantissent les droits fondamentaux des citoyens. Dans nombre de pays, les affaires de grande corruption impliquant des autorités du pouvoir exécutif, des élus, des hauts fonctionnaires et des patrons de grandes entreprises se sont multipliées ces dernières décennies.

Cette situation qui minait la démocra-

tie et menaçait la stabilité des institutions a amené les gouvernements à faire voter des lois spécifiques contre la corruption. C'est souvent à la suite d'alternances politiques que des lois spéciales de lutte contre la corruption ont été édictées et parfois abusivement utilisées à des fins de règlements de comptes politiques.

A quand des institutions
judiciaires fiables ?

Paradoxalement, l'adoption de lois anticorruption n'empêche pas les initiateurs desdites lois de faire voter des lois d'amnistie taillées sur mesure pour s'assurer une retraite politique paisible. S'il suffisait de lois répressives pour venir à bout de la corruption, celle-ci n'existerait plus. Il est impératif d'assurer l'effectivité des lois et leur application par des institutions judiciaires fiables. La volonté politique du pouvoir exécutif et la culture d'intégrité de la magistrature sont indispensables à cet effet. Sans une véritable volonté politique, les lois anti-corruption restent lettre morte. La loi algérienne de prévention et de lutte contre la corruption a été votée par les députés le 3 janvier

2006 puis par les sénateurs le 24 janvier 2006. Elle a été publiée au *Journal officiel* du 8 mars 2006, après que le chef de l'Etat l'ait signée le 20 février 2006.

La loi de prévention et de lutte contre la corruption contient un très grand nombre de recommandations générales liées à la prévention et très peu de prolongements réglementaires. Cet instrument législatif est composé de 73 articles répartis en cinq blocs. Le premier concerne le volet de la prévention de la corruption dans les secteurs public et privé. Le second traite de l'organe de prévention et de lutte contre la corruption. La loi aborde également le volet des incriminations qui sont au nombre de vingt. Par ailleurs, des moyens spécifiques destinés à renforcer la lutte contre la corruption sont évoqués, et enfin, le cinquième bloc concerne le volet de la coopération internationale et celui du recouvrement des avoirs et produits de la corruption.

Cette loi est très en retrait par rapport à la Convention des Nations unies contre la corruption et la Convention de l'Union africaine contre la corruption, notamment par rapport à l'indépendance de l'organe de prévention et de lutte contre la corruption, les restrictions en matière d'accès à l'information pour tous, les limites du dispositif relatif à la déclaration de patrimoine, les restrictions dans la participation de la société civile et les revers d'une nouvelle incrimination intitulée dénonciation abusive.

D. H.

QUI EST CONCERNÉ ET QUELLES
SONT LES SANCTIONS EN CAS DE
NON-RESPECT DE LA LÉGISLATION ?

Au regard de la législation algérienne en vigueur est considéré comme «agent public» :

1- Toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif, judiciaire, ou au niveau d'une assemblée populaire locale élue, qu'elle soit nommée ou élue, à titre permanent ou temporaire, qu'elle soit rémunérée ou non, et quel que soit son niveau hiérarchique ou son ancienneté ;

2- tout autre personne investie d'une fonction ou d'un mandat, même temporaire, rémunérée ou non et concourt, à ce titre, au service d'un organisme public ou d'une entreprise publique, ou de toute autre entreprise dans laquelle l'Etat détient tout ou partie de son capital, ou tout autre entreprise qui assure un service public ;

3- tout autre personne définie comme agent public ou qui y est assimilée. Quels sont les agents publics soumis à l'obligation de déclaration de leur patrimoine ? La déclaration de patrimoine du président de la République, des parlementaires, du président et des membres du Conseil constitutionnel, du chef et des membres du gouvernement, du président de la Cour des comptes, du gouverneur de la Banque d'Algérie, des ambassadeurs et consuls et des walis s'effectue auprès du

premier président de la Cour suprême et fait l'objet d'une publication au *Journal officiel* dans les deux mois suivant leur élection ou leur prise de fonction. Pour les présidents et des membres élus des assemblées populaires locales, elle s'effectue devant l'organe national de prévention et de lutte contre la corruption et fait l'objet de publicité par voie d'affichage pendant un mois au siège de la commune ou de la wilaya, selon le cas.

La déclaration de patrimoine des magistrats s'effectue auprès du premier président de la Cour suprême. En cas de défaut ou de fausse déclaration du patrimoine, l'agent public indélicat est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 50 000 DA à 500 000 DA, et ce, deux mois après un rappel par voie légale, lorsque sciemment, il n'aura pas fait de déclaration de son patrimoine, ou aura fait une déclaration incomplète, inexacte ou fausse, ou formulé sciemment de fausses observations ou qui aura délibérément violé les obligations qui lui sont imposées par la loi.

Si l'on devait appliquer cette loi à la lettre, nombre «d'agents publics» tomberaient sous le coup d'une condamnation...

D. H.

A nos lecteurs

Le «Soir Corruption» du lundi 18 avril 2016 n'est pas paru pour des raisons liées à l'abondance de matière.

Toutes nos excuses à nos lecteurs.